

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Audience à Matignon

Reçu le 19 juin par le Cabinet du Premier Ministre, le SNCA e.i.L. Convergence a constaté que Matignon souhaitait laisser pleinement la charge des réflexions, des propositions et des réformes sur l'Education Nationale au ministre qui en a la charge. Toutefois, le SNCA e.i.L. Convergence a douté qu'un véritable face à face constructif entre l'Education Nationale et les représentants de ses personnels puisse se faire par la quasi exclusion de certains afin de laisser place au petit jeu du « je te tiens, tu me tiens par la barbichette » qui semble être de mise au ministère de Monsieur DARCOS.

En effet, le SNCA e.i.L. Convergence a exprimé ses interrogations, et parfois ses inquiétudes, face aux divers chantiers ouverts dans l'Education Nationale au nom de la réforme, alors que le ministère ne semble que rechercher les faveurs présidentielles, tandis que les organisations syndicales invitées ont pour premier souci leur représentativité aux prochaines élections professionnelles.

Le SNCA e.i.L. Convergence ne s'est donc pas gêné pour douter de la mise en place du bac pro 3 ans. Outre qu'elle ne résout pas l'une des causes essentielles du « décrochage » des élèves de LP dans la poursuite d'études secondaires longues, c'est-à-dire la contrainte économique, financière et sociale d'une telle poursuite d'étude, cette réforme du bac pro 3 ans semble éliminer les élèves en très grande difficulté. La soi-disant revalorisation des CAP, (diplôme de niveau V fraîchement rénové) pour ces élèves en difficulté, semble, dans la situation actuelle de l'emploi et de ses exigences, une utopie régressive. Les inévitables difficultés que rencontreront certains des futurs candidats au bac pro 3 ans conduiront à des allongements de leur *cursus* scolaire. Certes, ce *cursus* scolaire inclura, nous dit-on, les bases qualifiantes du BEP. Mais sera-ce par l'acquis de qualifications attestées ou de certifications ? La réponse n'est à ce jour pas évidente. Le SNCA e.i.L. Convergence se refuse à dissocier la réforme des effets des décisions politiques et budgétaires qui sont elles-mêmes à l'origine de cette réforme ! C'est ainsi qu'il ne peut admettre que, dès la rentrée prochaine, sautent les classes de BEP en 1 an qui accueillent les élèves réorientés à l'issue de la seconde, ainsi que les différentes passerelles existantes.

Quant à la réforme du lycée dans son ensemble, s'il apparaît qu'elle se fera en fonction des exigences universitaires (ce qui peut se concevoir, d'ailleurs), il est non moins vrai qu'elle se préoccupera fort peu de l'articulation avec ce qui précède, c'est-à-dire le collège.

Le SNCA e.i.L. Convergence a rappelé que cette orientation préalable se faisait sur des critères moins scolaires que socio-culturels, et qu'il fallait que cela cesse. Tout en convenant formellement d'un vrai déficit de mobilité sociale et, par suite, d'un risque de

fracture sociale, tant l'entourage de Matignon que celui de la rue de Grenelle ne paraissent pas prêts à prendre la mesure de l'ampleur du problème : le dossier sur l'orientation est au point mort.

Par ailleurs, derrière l'affirmation d'une seconde qui serait classe de détermination, la ligne politique est indécise quant au choix entre la forme modulaire ou filiarisée que prendrait le suivi individualisé du parcours lycéen. Le SNCA e.i.L. Convergence constate que, sur ce dossier aussi, le ministère cherche à ménager les différentes barbichettes syndicales...

Sur le dossier essentiel des personnels, de leurs métiers, de la reconnaissance de leur investissement et donc de leur revalorisation, le SNCA e.i.L. Convergence a fait valoir que les modalités d'exercice du métier avaient fortement changées (était-il besoin d'attendre les travaux de la Commission POCHARD, DUWOYE, FORESTIER pour s'en apercevoir ?). Notre organisation, que cette commission n'a pas voulu recevoir, milite pour que l'augmentation de la productivité du travail des professeurs soit enfin prise en compte autant dans les structures du premier degré que dans celles du collège et du lycée ou dans les structures de la MGIEN. Pour l'heure, l'incapacité à prendre en compte cette évolution des métiers n'est manifestement pas pour rien dans le mécontentement des personnels confrontés à la détérioration de leur pouvoir d'achat.

Le SNCA e.i.L. Convergence a, par ailleurs, fait remarquer que cette transformation du travail enseignant et son gain de productivité étaient en grande partie liés à la place grandissante de la coordination et de la concertation dans l'exercice du métier.

Enfin le SNCA e.i.L. Convergence a exprimé sur le recrutement des maîtres prévu à bac plus 5, soit le niveau du *master*, ses doutes quant à volonté et à la possibilité qu'aura l'Education Nationale de titulariser les enseignants de « très haut niveaux » dont l'Ecole de la Nation va avoir besoin. Il nous semble, par conséquent, que l'élévation du niveau de recrutement s'accompagnera de davantage de précarité de l'emploi : l'Education ne sera pas plus capable de calculer budgétairement les déficits d'emplois qu'elle n'était en mesure d'apprécier les inadéquations de recrutement ...

Il ne semble pas que la pertinence des propos de notre organisation soit démentie par la réalité des positions du ministère de l'Education Nationale. C'est pourquoi, le Cabinet du Premier Ministre nous a invités à rencontrer les conseillers et les directeurs du ministère : le ballon est dans leur camp !

Paris, le 20 juin 2008

*Françoise Roche*  
*Secrétaire générale*